



POUR UNE
ECONOMIE
AU SERVICE
DE LA VIE

Objectif OïKOS

CHANGEONS d'R !

12 propositions pour 2012

Synthèse du Livre Blanc

Production du CJ'Idées Lab

09/10/2011



Les entrepreneurs du Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprise proposent d'agir **MAINTENANT** et **SOLIDAIREMENT**, sur la fiscalité, l'entreprise, la finance et la gouvernance. Pour nous, nos enfants. Pour la Biosphère.



FRANCE

Objectif Oïkos*, 12 propositions pour 2012

Les entrepreneurs du Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprise proposent d'agir MAINTENANT et SOLIDAIREMENT, sur la fiscalité, l'entreprise, la finance et la gouvernance. Pour nous, nos enfants. Pour la Biosphère.

Notre pays est dans une impasse environnementale, économique et sociale, miné par la complexité de ses rouages, par les doutes et le fatalisme. Pourtant, la France est peuplée d'habitants privilégiés, sur un territoire tempéré, varié, riche, coloré, industriel, dont la langue sait dire plus que nulle autre la théorie et le sentiment, la raison et l'amour, héritiers d'infrastructures et d'œuvres d'art majestueuses, nous sommes enviés par le monde entier !

Alors cessons de nous morfondre et agissons maintenant pour changer d'R (air, ère et aire) !

Nous en avons les potentiels et les moyens ! Que la France redevienne ce qu'elle a souvent su être, un exemple du chemin à suivre - mais surtout un pays attractif, optimiste et heureux - et les autres, en particulier les européens, suivront.

Le CJD propose aux français et aux européens de s'engager pour **une économie au service de la Vie**, car notre économie, notre propre existence sont intimement liées à la vie, à la Biosphère. Plus qu'une idée, c'est une philosophie et une éthique ! Plus qu'un slogan, c'est à la fois un chemin nouveau et un objectif pragmatique qui structure et donne un sens aux réformes que nous proposons. C'est l'ensemble de notre écosystème, auquel nous appartenons, que nous repensons dans une vision systémique et solidaire. Nos propositions permettent d'entrer, sans tabou, dans un cycle vertueux remettant en question l'ensemble de nos politiques économiques, écologiques, sociales et fiscales, pour une croissance de la qualité de la vie dans le respect de la nature et de la dignité humaine... de l'OÏKOS ; une croissance solidaire, qui, de l'école au seuil de la vie, réveillera l'espoir, l'enthousiasme et le rêve, dans nos métiers comme dans nos activités non-marchandes et bénévoles. Utopies ? Non ! C'est possible, c'est faisable et cela peut tout changer ! Cela doit tout changer !

Nous, entrepreneurs et citoyens, sommes bien placés pour en mesurer l'absolue nécessité.

Ces propositions de ruptures ont été élaborées dans le cadre du CJD Idées Lab à l'initiative du président du CJD, Michel Meunier, et coordonné par Eddy Fechtenbaum. De très nombreux experts (économistes, juristes, sociologues, etc.) y ont apporté leur concours. L'association pour l'Allocation universelle, animée par l'économiste Marc de Basquiat, le Comité Bastille présidé par André Teissier du Cros, Jacques Weber, le comité d'experts d'Humanité et Biodiversité (ex. Ligue Roc) et l'institut Inspire, ont soutenu et enrichi par leurs propres travaux ces propositions.

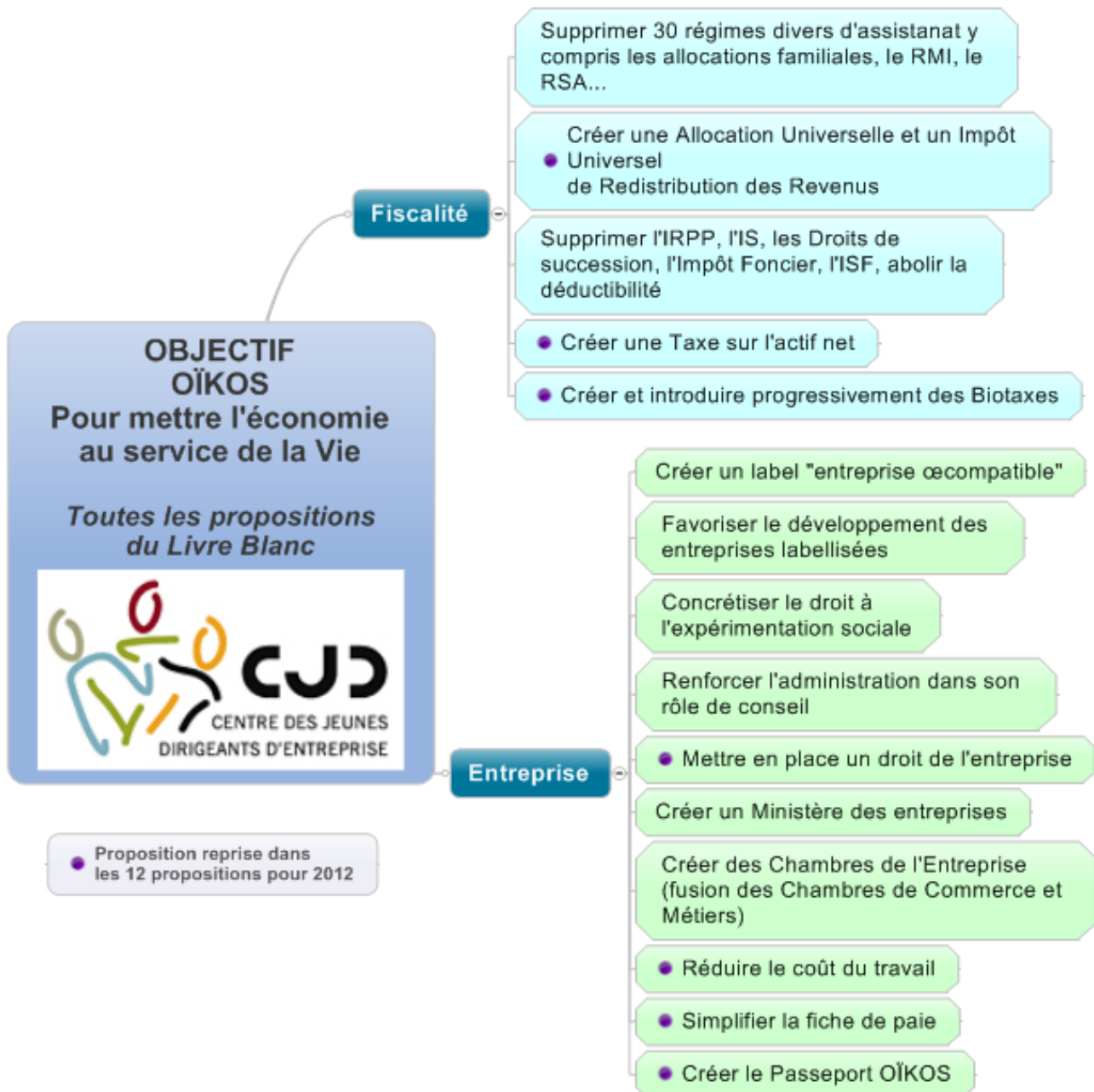
Le Centre des Jeunes dirigeants est la plus ancienne instance patronale de France et la plus importante Association française d'Entrepreneurs – 4 000 membres actifs, 45 000 anciens adhérents conservant un lien fort avec elle – 107 sections à travers la France – un développement à l'international : en Europe, au Maghreb, etc. Plus de 70 ans d'expérience et d'expertise pour une Économie au service de la Vie.

** : Le mot Oïkos vient de la Grèce antique, de l'Athènes démocratique. Nous lui devons les mots écologie ('Oïkos logos', le savoir du lieu de vie) et économie ('Oïkos nomos', les règles du lieu de vie). Par cette approche, les deux termes économie et écologie se voient étymologiquement réconciliés ; d'ailleurs, l'origine du mot économie porte en lui le principe de la Vie !*

Objectif Oïkos

Les entrepreneurs du Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprise proposent d'agir **MAINTENANT** et **SOLIDAIREMENT**, sur la fiscalité, l'entreprise, la finance et la gouvernance.
Pour nous, nos enfants. Pour la Biosphère.

Résumé de toutes les propositions du Livre Blanc :



Objectif OÏKOS

Les entrepreneurs du Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprise proposent d'agir **MAINTENANT** et **SOLIDAIREMENT**, sur la fiscalité, l'entreprise, la finance et la gouvernance.
Pour nous, nos enfants. Pour la Biosphère.

Résumé de toutes les propositions du Livre Blanc (suite) :



Objectif Oïkos, 12 propositions pour 2012

Fiscalité

1. **Une Allocation Universelle** payée à tous les résidents français par tête sans aucune distinction de condition, revenu, statut, âge, remplace environ 30 régimes divers d'aide sociale y compris les allocations familiales, le RMI, le RSA, etc. Elle est financée par un prélèvement à la source de 20% sur tous les revenus des personnes physiques quels qu'ils soient : salaires, honoraires, pensions, loyers, dividendes, etc. C'est la suppression de la pauvreté et la fin de la stigmatisation des plus fragiles de notre société en assurant un revenu minimal « de survie » à tous.
2. **Une Taxe générale sur l'Actif Net (TAN)** remplace l'IS, les Droits de succession, l'Impôt Foncier, l'ISF. Elle est payée par les personnes physiques. L'entreprise est libérée de l'IS. L'IRPP est supprimé, ainsi que la déductibilité. La fiscalité cesse de pénaliser ceux qui essaient honnêtement d'améliorer leur condition par le travail et de favoriser les plus fortunés qui peuvent transférer leurs revenus derrière des écrans fiscaux (holdings, sociétés diverses, etc.).
3. **Des biotaxes sont introduites progressivement pour préserver le capital naturel de la dégradation**, celui-ci contribuant gratuitement à notre économie. Il ne s'agit pas d'accroître la pression fiscale, le principe est d'inverser progressivement les régulations actuelles en rendant peu coûteux ce qui est souhaitable (travail, entretien du capital naturel, etc.) et plus coûteux ce qui est non-souhaitable (utilisation des ressources fossiles ou lentement renouvelables comme l'eau ou les poissons, pollutions, etc.).

Entreprise

4. **La compétitivité des entreprises est renforcée grâce à la suppression de l'IS et à la réduction des charges sociales sur les salaires.** Cette réduction est compensée intégralement dans les comptes sociaux, qui s'équilibrent, par la montée en puissance progressive du produit des biotaxes, par l'augmentation du taux de TVA, et la suppression des taux réduits. Le pouvoir d'achat et la consommation ne sont pas affectés grâce à l'Allocation Universelle.
5. **Un bulletin de rémunération simple et lisible en quelques lignes** permet de comprendre aisément la nature et l'utilité des prélèvements. Cette simplification, réduisant les frais de gestion, est souhaitée depuis longtemps par les entreprises. Elle est la conséquence, de la mise en place de l'allocation universelle et de l'arrêt du financement de la totalité des charges sociales par les seuls revenus du travail.
6. **Un Passeport Oïkos permet la capitalisation de droits sous forme de « miles ».** Il permettra à chacun d'assurer notamment sa formation tout au long de sa vie. L'éducation et la formation continue sont primordiales pour comprendre les enjeux de la biosphère et de l'Oïkos. Il s'agit de se construire en tant qu'individualité libre, partie prenante et responsable d'un tout et de chacun. La transmission des valeurs de l'Oïkos sera déterminante pour faire évoluer nos sociétés.
7. **Un nouveau Droit de l'Entreprise régie l'Entreprise des Hommes.** Il existe un Droit des sociétés, pas de Droit de l'entreprise. Il s'agit de rompre avec la logique capital-pouvoir, actionnariat-salariat. Mettre l'économie au service de l'Homme, c'est faire que l'entreprise appartienne à ceux qui y travaillent. Cette idée portée par le Cjd depuis les années 1950 s'avère plus que jamais nécessaire dans un contexte de financiarisation de l'économie. Elle permet enfin de reconnaître *légalement* cette primauté des Hommes sur celle de l'argent.

Finance

8. **Une Bourse Ethique à Viscosité Assurée (BEVA)** propose aux entreprises et investisseurs une voie de sortie du courtermisme. Nous instillons une contrainte de viscosité dans les mouvements financiers, afin de décourager les flux massifs de capitaux à court terme en recherche de placements purement spéculatifs, destructeurs pour l'entreprise et ses Hommes.
9. **Les activités de banque de dépôt et banque d'investissement / d'affaires sont séparées.** Nous instituons en France l'équivalent d'un **Glass-Steagall Act** qui soit conforme aux réglementations européennes. Créé aux États-Unis en 1933 et aboli en 1999, le Glass-Steagall Act fixait, de manière sage, une séparation entre banque de dépôt et banque d'investissement et d'affaires, en raison des conflits d'intérêts évidents entre les deux activités. Nous ajoutons **une réforme des sociétés cotées en bourse mettant fin en France au "stockoptionisme"**.
10. **L'argent liquide est supprimé.** Cette idée portée par le Cjd dès 2007 constitue une mesure radicale pour lutter contre les fléaux de la drogue, de la corruption et du travail non déclaré. Les billets en circulation permettent le développement d'économies souterraines, parallèles ou occultes. Celles-ci échappent aux prélèvements fiscaux et sociaux et constituent un manque à gagner considérable pour le budget de l'État et le financement de la protection sociale.

Gouvernance

11. **Le niveau de la dette et la pression fiscale sont maîtrisées par un amendement du statut de la Cour des Comptes qui lui donne le droit de veto souverain** interdisant une croissance de la dépense publique (État + Régions) supérieure à 50% du taux d'accroissement de la population d'âge actif. Les importantes simplifications de notre fiscalité, permettant son pilotage, contribuent également à la réduction de la dette.
12. **La signature, dès 2012, par les États européens, d'un Pacte fédérateur de la zone euro afin que naissent « Les États-Unis d'Europe » avant 2020.** Le pacte doit installer un processus irréversible permettant de réaliser l'union économique intégrée, pendant indispensable à l'union monétaire. Il proposera notamment l'abolition des pratiques abusives de concurrence fiscale et sociale, une définition de la politique budgétaire fédérale de la zone euro et la mutualisation du financement des dettes publiques par l'émission en commun d'euro-obligations.

19, avenue George V - 75008 PARIS

Téléphone : +33 (0)1 53 23 92 50

Télécopie : +33 (0)1 53 23 92 30

Email : cjd@cjd.net



www.cjd.net



FRANCE